

LE SOCIALISME

Il envahit rapidement les Etats-Unis, déclare le vice-président.—L'impôt sur les grosses fortunes

Washington, 4. — Le vice-président Thomas R. Marshall a expliqué hier, au cours d'une interview, certaines parties de son discours prononcé samedi soir sur les lois adoptées récemment par la législature de New-York.

"Quand j'ai dit, a-t-il remarqué le vice-président, que Karl Marx, et la haine et le mal de l'humanité sont répandus dans tout le pays, je n'exprime pas ma propre opinion, mais l'opinion des autres. J'ai dit que si la possibilité d'une vaste fortune grandissante, et si je m'étais fait à l'idée que le gouvernement doit s'efforcer à s'enrichir davantage, je regarderais d'un mauvais œil le système éditorial des Etats-Unis.

L'un des thèmes de mon discours se lit comme suit :

"Le droit d'hériter et le droit de signer un contrat et testament et constitutionnels, ce sont simplement des privilèges accordés par l'Etat à ses citoyens."

"Je crois que c'est l'association du Bureau de l'Etat des Illinois qui a une fois recommandé qu'une grande partie des successions soient retournées aux Etats. Je n'ai jamais recommandé une chose pareille, mais je l'ai simplement appelée pour montrer que le droit à l'héritage et le droit de tester sont simplement des privilèges accordés par l'Etat à ses citoyens. Des hommes de jugement m'ont expliqué l'opinion que si un vote était pris sur une proposition ayant pour effet de renvoyer à l'Etat toute partie de succession dépassant la somme de \$100,000 — les \$100,000 étant exemptés de droits—cette proposition serait votée à deux contre un.

LA PROTECTION RENONCEE

J'ai entendu des hommes de toutes les classes exprimer leur dégoût de la politique économique de protection exorbitante, qui a été préconisée d'abord sous prétexte qu'on avait besoin de revenus pour payer la dette de la guerre. On a ensuite étendu cette politique en invoquant pour raison que notre industrie dans l'ensemble en avait besoin. Plus tard on a prétendu qu'elle garantissait le salaire des ouvriers. Et finalement on a avancé qu'elle était nécessaire pour établir la différence dans le coût de production au pays et à l'étranger avec un profit raisonnable pour le manufacturier.

"J'entends dire que le public est fatigué d'une politique étendue par des réactions nouvelles sous les yeux des gens. Il est fatigué aussi du "Protectionisme", qui est le petit frère du socialisme.

"On ne croit plus que les manufacturiers vendent à l'étranger à meilleur marché qu'aux Etats-Unis simplement pour écouler leur surplus de stock. On dit que si c'était vrai les traités ne constitueraient pas de nouvelles manufactures aux Etats-Unis pour produire plus de marchandises.

"Au cours de la dernière campagne, on a dit au peuple que les traités sont le fruit d'une évolution naturelle et que le seul moyen d'en

dépenser est de les démentir. Le peuple est fatigué de s'entendre dire ces choses. Ce qu'il veut, c'est ce qu'il avait toujours obtenu. Un homme de mon Etat avait \$100,000 et il voulait se laisser dans une ligne d'affaires contrôlée par un trust. On l'avertit de ne pas continuer. Il avait calculé le montant qui coûterait son installation, le prix de la matière brute qui lui était nécessaire, le nombre d'ouvriers qu'il lui faudrait. Un de ses amis lui dit qu'il ferait mieux de ne pas aller plus loin parce que le trust le ruinerait.

UN HOMME RUINE

Un autre homme d'affaires qui faisait le commerce de quincaillerie à Indianapolis achetait des fers à cheval d'une compagnie indépendante. Un représentant du trust lui dit qu'il ferait mieux de cesser cela. S'il n'achetait pas du trust, le trust le ruinerait. Quand je quittai Indianapolis, on me dit que mon homme avait de la difficulté à se procurer des fers à cheval.

C'est de cet état de choses que le peuple se plaint. C'est ainsi un état de choses analogues qui a existé en France sous le régime de la loi de 1893, dont les effets ont préparé la révolution française.

La philosophie de Thomas Jefferson s'inspirait des œuvres de Rousseau. Le point faible des doctrines de Jefferson était l'admission du principe religieux dans l'obéissance à la loi. Il sépara l'Église de l'Etat; mais l'une de nos grandes faiblesses aujourd'hui réside dans le fait que les parents américains abandonnent trop à l'école l'œuvre d'éducation et qu'ils n'élevèrent pas les enfants selon les lois de la moralité à la maison.

LA LOI ET LA CONSCIENCE

On s'aperçoit de plus en plus que plusieurs de nos grands financiers se guident d'après les restrictions de la loi plutôt que d'après les dictées de leur conscience. On ne se plaint pas d'une honnête accumulation de richesse, mais de l'acquiescement de l'argent sans travail. Il existe un grand nombre de manières que les statuts ne peuvent atteindre, mais le grand danger, c'est que si les hommes puissants consultent leur avocat au lieu de consulter leur conscience quand il s'agit de ruiner un plus faible qu'eux, le peuple prendra lui-même la chose en main et il ira jusqu'aux extrêmes pour trouver un remède à la situation.

"Je suis Américain. Je descendrais dans le fossé pour donner la main à un pauvre homme, mais je suis heureux de donner la main à un homme riche. Je crois en l'Amérique et aux Américains.

"Nous sommes tous frères. J'ai toujours pensé que les hommes puissants devraient savoir ce que le reste du peuple pense et dit, et je répète simplement ce qu'on m'a dit. Je n'exprime pas mes propres opinions; l'occasion ne m'en est pas offerte maintenant.

Si les hommes puissants consultent leur conscience en affaires, ils n'auront pas à se plaindre autant de la loi. C'est l'opinion qui m'a été exprimée, et je n'y ajoute aucune théorie qui me soit propre.